

**Annexe au protocole d'accord sur les modalités de gestion du contingent  
prioritaire Préfecture en Loire-Atlantique 2008-2010**

La présente annexe définit par ordre décroissant d'urgence les critères d'inscription des demandeurs de logement HLM au titre du contingent préfectoral des personnes prioritaires (hors contingent « fonctionnaires ») au sens de l'article R 441-5 du code de la construction et de l'habitation, sous réserve qu'elles remplissent les conditions générales d'attribution des logements sociaux définies à l'article R441-1 du code de la construction et de l'habitation.

**1<sup>er</sup> degré de priorité (code 1)** : les personnes reconnues prioritaires par la commission de médiation instituée dans le cadre du droit au logement opposable en vertu de l'article R\*441-14-1 du code de la construction et de l'habitation.

**2<sup>ème</sup> degré de priorité (code 2)** : les femmes victimes de violence conjugale (en application du protocole 2006/2008 pour la prévention et la lutte contre les violences conjugales et familiale signé le 25 novembre 2005) sur la base d'un rapport social circonstancié.

**3<sup>ème</sup> niveau de priorité (code 3)** (pour les ménages dont les revenus imposables sont inférieurs à 60% des plafonds Hlm):

a) les personnes identifiées comme répondant aux critères de priorité définis à l'article R\*441-14-1 du code de la construction et de l'habitation, c'est-à-dire les personnes, de bonne foi, relevant du DALO, au vu :

- soit d'un rapport social adressé par les travailleurs sociaux, les services CHU ou les associations oeuvrant dans le domaine du logement ou de l'insertion,
- soit d'un repérage dans le fichier commun de la demande locative sociale par les bailleurs sociaux qui peuvent alors adresser un signalement à la préfecture ou aux sous-préfectures.

Il s'agit des personnes:

- dépourvues de logement, la situation du demandeur devant être appréciée au regard du logement ou de l'hébergement dont il peut disposer en vertu de l'obligation d'aliments définie par les [articles 205 et suivants du code civil](#) ;
- logées dans des locaux impropres à l'habitation ou présentant un caractère insalubre ou dangereux sous réserve des droits à hébergement ou à relogement auxquels le demandeur peut prétendre en application des dispositions des articles L. 521-1 et suivants, des [articles L. 314-1 et suivants du code de l'urbanisme](#) ou de toute autre disposition ouvrant au demandeur un droit à relogement ;
- ayant fait l'objet d'une décision de justice prononçant l'expulsion du logement ;
- hébergées dans une structure d'hébergement de façon continue depuis plus de six mois ou logées dans un logement de transition depuis plus de dix-huit mois et reconnues aptes à accéder au logement autonome ;
- handicapées ou ayant à leur charge une personne en situation de handicap ou ayant à leur charge au moins un enfant mineur, et occupant un logement , soit présentant au moins un des risques pour la sécurité ou la santé énumérés à l'[article 2 du décret du 30 janvier 2002](#) ou auquel font défaut au moins deux des éléments d'équipement et de confort mentionnés à l'article 3 du même décret, soit d'une surface habitable inférieure aux surfaces mentionnées au [2° de l'article D. 542-14 du code de la sécurité sociale](#), ou, pour une personne seule, d'une surface inférieure à celle mentionnée au premier alinéa de l'article 4 du même décret.

b) les personnes qui ne répondraient pas exactement aux critères ci-dessus mais dont l'accès au logement est rendu nécessaire et urgent au regard d'une situation de logement ou d'hébergement spécifique (sur la base d'un rapport social) :

- personnes demeurant en CHRS depuis moins de 18 mois mais aptes à accéder au logement autonome,
- personnes réfugiées statutaires et n'ayant plus vocation à demeurer en CADA,
- personnes dépourvues de logement indépendant occupant un logement temporaire dont le terme est connu d'avance. (exemple : logements d'un foyer-logement pour personnes âgées mis temporairement à disposition du CCAS pour des « travailleurs pauvres » dépourvus de logement) ;

Sont susceptibles d'être contingentées les personnes dont le niveau de ressources n'excèdent pas en outre 60% du plafond HLM.

#### **4<sup>ème</sup> niveau de priorité (code 4) sous conditions de ressources de 60% du plafond HLM:**

a) les personnes logées dans le parc privé, relevant d'un délai anormalement long , qui n'ont pas reçu de proposition adaptée, et dont la demande est présentée pour des raisons de santé, d'âge, de handicap et/ou pour des motifs de taille de logement inadaptée.

Les services préfectoraux apprécieront au cas par cas la situation du demandeur et pourront être amenés à solliciter un rapport social.

b) les personnes faisant l'objet d'une aide du FSL parc privé avec nécessité d'un relogement économique (au vu des décisions de la commission du FSL du Conseil Général) et les personnes faisant l'objet d'un avis ou d'une recommandation émis par la commission spécialisée pour la coordination des actions de prévention des expulsions locatives instituée par le décret du 26 février 2008 ;

c) les personnes logées dans le parc privé dont la date d'échéance du bail est connue et dont les ressources ou une modification de la situation sociale ou familiale ne permettent pas d'envisager le relogement dans le parc privé, au vu d'un rapport social.

NB : cette liste pourra être complétée pour tenir compte de la situation d'autres demandeurs confrontés par exemple à un cumul de difficultés, en fonction des préconisations qui seraient données sur ce point par le Plan départemental d'action en faveur des personnes défavorisées.